

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - lundi 5 décembre 2022

SOMMAIRE

- Les chrétiens catholiques ont marché pour dire « non à la balkanisation de la RDC »
- Agression dans l'Est : « Nos frères et sœurs meurent à cause d'une guerre préparée à dessein » (Mgr Marcel Utembi)
- L'Église s'en prend à la communauté internationale
- Élections : un chercheur suggère la suppression de caution pour les candidatures féminines
- L'OMS propose des stratégies pour réduire la violence en ligne contre les enfants
- Pour Félix Tshisekedi, « C'est le régime rwandais, avec Paul Kagame à sa tête, qui est l'ennemi de la RDC, et non son peuple »
- Financement de l'armée rwandaise : « Nous n'acceptons pas que l'UE soit indirectement responsable de l'instabilité en RDC », déclare une députée européenne
- RDC : le Premier ministre lance ce lundi la campagne de solidarité nationale en faveur des déplacés internes
- Est de la RDC : plus de 120 personnes tuées lors du massacre de Kishishe, selon le gouvernement
- Conflit Teke-Yaka : Kinshasa également touché, 12 morts enregistrés à Maluku

1. DROITS HUMAINS

Les chrétiens catholiques ont marché pour dire « non à la balkanisation de la RDC »

Des chrétiens catholiques des plusieurs diocèses de la RDC ont marché ce dimanche 4 décembre à l'appel de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO). Ils ont manifesté pour entre autres « dénoncer la guerre dans l'est de la RDC menée par la rébellion du M23 soutenue par le Rwanda et soutenir les forces armées de la RDC (FARDC) engagées aux fronts ». D'autres personnes de bonne volonté se sont jointes à ces manifestants à Kinshasa, Beni, Mbuji-Mayi et Kisangani notamment. A la fin de ces

marches, un message de la CENCO a été lu devant les fidèles. Dans la ville de Kinshasa, ils sont sortis nombreux dans les rues de la ville : hommes, femmes, jeunes et vieux à l'appel de la CENCO pour « dénoncer la guerre dans l'Est de la RDC, dire non à la balkanisation du pays, dénoncer l'hypocrisie de la communauté internationale face à la crise sécuritaire et soutenir les FARDC engagées aux fronts ».

Agression dans l'Est : « Nos frères et sœurs meurent à cause d'une guerre préparée à dessein » (Mgr Marcel Utambi)

Le président de la Conférence Épiscopale du Congo (CENCO), Mgr Marcel Utambi Tapa, était en première ligne, suivi des plusieurs prélats catholiques. « *L'heure est grave, notre pays est en danger* », c'est le message clé qui pouvait être lu sur un grand calicot tenu notamment par les prêtres et sœurs religieuses de l'église catholique. « Nos frères et sœurs, de l'Ituri, du Nord-Kivu, et d'ailleurs meurent mais pas une mort naturelle, mais à cause de la guerre préparée à dessein contre la République Démocratique du Congo. Ainsi, les évêques membres de la CENCO se sont réunis et au terme de cette réunion, ils ont produit une déclaration avec comme titre : Notre pays est en danger, l'heure est grave », a-t-il expliqué, devant les fidèles.

L'Église s'en prend à la communauté internationale

L'Église demande au gouvernement de suspendre la participation de la RDC à la Francophonie et de quitter la communauté des États d'Afrique de l'Est. Les catholiques souhaitent également voir la Monusco quitter le pays, car selon eux, la responsabilité de la communauté internationale dans la crise est engagée.

Ce que les catholiques demandent au Gouvernement #RDCCD :

- Départ de la MONUSCO
- Suspendre la participation à l'OIF
- Retirer la RDC de l'EAC
- Non à la « mutualisation » des armées
- Que tous les accords engageant la RDC passent par le parlement. pic.twitter.com/oEU8QzV7vi

— Pascal Mulegwa (@pascal_mulegwa) December 4, 2022

Selon les responsables religieux, ils ne défendent pas le pays contre l'agression du Rwanda à travers le M23. Un message en ce sens a aussi été lu à l'issue de la messe ce matin. Ces déclarations sont en phase avec l'objectif affiché par l'Église congolaise en appelant à manifester ce dimanche. L'institution souhaite dénoncer « *la guerre d'oppression imposée à la RDC et l'hypocrisie de la communauté internationale* ». Luc, un manifestant, acquiesce à ces revendications, mais il souhaite aussi à travers cette marche appeler à la responsabilisation des Congolais : « *Oui, il y a une responsabilité de la*

communauté internationale, constate-t-il. Mais nous aussi, qu'est-ce que nous faisons depuis 28 ans que Kagame nous agresse ? Pourquoi n'arrivons-nous pas à protéger nos frontières ? »

2. DROITS DES FEMMES

Élections : un chercheur suggère la suppression de caution pour les candidatures féminines

Sekimonyo Mutabazi Jo, chercheur et analyste des politiques économiques, a organisé samedi une conférence de presse dédiée aux questions électorales. Dans son intervention, il a dit prendre acte de la publication du calendrier électoral par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Cependant, a-t-il noté, le processus électoral, tel qu'il est conduit, porte « une grave discrimination à l'égard des pauvres et une insulte à la femme ». Pour « stimuler » les candidatures féminines aux élections, Jo Sekimonyo a suggéré d'« exempter les femmes » pour payer la caution exigée par la Loi électorale. Cela, a-t-il estimé, « témoignerait un souci plus sincère de stimuler la participation des femmes congolaises aux élections ». En outre, Jo Sekimonyo a avancé que les critères pour décourager les candidatures fantaisistes doivent être logiques et poursuivre les objectifs de la démocratie. « Dans un pays où il y a plus de pauvres, la richesse n'a pas de sens d'être l'un des critères », a-t-il dit, avant de plaider pour le remplacement du critère de caution pour remettre une candidature à la CENI par l'exigence d'un certain nombre de signatures.

L'OMS propose des stratégies pour réduire la violence en ligne contre les enfants

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié vendredi un rapport visant à aider à mettre fin au fléau croissant de la violence en ligne contre les enfants dans le monde. Dans ce rapport, intitulé *Ce qui fonctionne pour prévenir la violence en ligne contre les enfants*, l'OMS se concentre sur les moyens de freiner les tentatives de séduction des jeunes via l'Internet et l'abus d'images sexuelles, ainsi que la cyberagression, la cyberintimidation, le cyberharcèlement et le piratage et l'usurpation d'identité. Le rapport présente également des stratégies et des meilleures pratiques pour mieux protéger les enfants. « Nos enfants passent de plus en plus de temps en ligne ; à ce titre, il est de notre devoir de sécuriser l'environnement en ligne », a noté Etienne Krug, Directeur du Département des déterminants sociaux de la santé de l'OMS.

Programmes éducatifs

Le rapport souligne l'importance de mettre en œuvre des programmes éducatifs destinés aux enfants et aux parents pour prévenir la violence en ligne. Des études ont montré leur efficacité pour freiner les agresseurs et les comportements à risque tels que l'abus d'alcool et de drogues. « *Ce nouveau document fournit pour la première fois une orientation claire pour les gouvernements, les donateurs et d'autres partenaires, montrant que nous devons lutter ensemble contre la violence en ligne et hors ligne si nous voulons être efficaces* », a ajouté M. Krug. Le rapport recommande de mettre en œuvre des programmes éducatifs en milieu scolaire, de promouvoir l'interaction entre les jeunes et d'impliquer les parents.

3. SITUATION POLITIQUE

Pour Félix Tshisekedi, « C'est le régime rwandais, avec Paul Kagame à sa tête, qui est l'ennemi de la RDC, et non son peuple »

« Ça ne sert à rien de regarder le Rwandais comme un ennemi. C'est le régime rwandais avec Paul Kagame à sa tête qui est l'ennemi de la RDC. Les Rwandais et les Rwandaises sont nos frères et sœurs. D'ailleurs, ils ont besoin de notre aide pour se libérer, parce qu'ils sont muselés ». Ces propos du Président Félix-Antoine Tshisekedi ont été prononcés le samedi 3 décembre à la cité de l'Union africaine. C'était à l'occasion de la réception qu'il a offerte à près de 250 délégués des jeunes des 26 provinces de la RDC. Ces jeunes sont venus à Kinshasa pour prendre part, le 30 novembre dernier, à une rencontre organisée par le Conseil national de la jeunesse. Félix Tshisekedi encourage la jeunesse à se mobiliser contre l'agression orchestrée par le Rwanda sous couvert du M23. Il rappelle que les Rwandais « ont besoin de notre solidarité pour se débarrasser de ces genres de dirigeants rétrogrades comme Paul Kagame ».

RDC : Félix Tshisekedi critique vivement Paul Kagame et son régime

À l'occasion d'une rencontre avec une délégation de jeunes de RDC, Félix Tshisekedi a haussé le ton contre le président rwandais Paul Kagame. En dépit des initiatives de paix entreprises par des organisations sous régionales, la tension ne faiblit pas entre Paul Kagame et Félix Tshisekedi. Le président congolais accuse son homologue rwandais d'agresser son pays et d'armer les combattants du M23, ce que Kigali dément formellement. Devant 250 jeunes venus de 26 provinces du pays, Félix Tshisekedi a appelé les Congolais à faire la différence entre le peuple rwandais et le régime de Paul Kagame. « Ils ont besoin de notre aide pour se libérer. Cela n'a rien à voir avec ce que leurs dirigeants sont en train de leur imposer. Donc, ne les regardez pas comme des ennemis, mais comme des frères qui ont besoin de notre solidarité pour nous débarrasser et débarrasser l'Afrique de ce genre des dirigeants rétrogrades », a-t-il déclaré.

Financement de l'armée rwandaise : « Nous n'acceptons pas que l'UE soit indirectement responsable de l'instabilité en RDC », déclare une députée européenne

Dans un message posté sur son compte Twitter, ce samedi 03 décembre 2022, la députée européenne Maria Arena dénonce le soutien de l'Union européenne (UE) à l'armée rwandaise pour son intervention en Mozambique. D'après ce parlementaire européen, ce soutien aurait dû intervenir après avoir demandé au Rwanda le « retrait de son soutien au M23 ». *« Décider de débloquer 20 millions d'euros en soutien à l'armée rwandaise sans lui demander un engagement préalable et un retrait de son soutien au M23 est inacceptable alors que la crise sécuritaire et humanitaire à l'Est de la RDC s'aggrave. Le soutien à une armée responsable de graves violations des droits humains, massacres de masse et recrutement forcé d'enfants n'est pas justifiable »*, écrit Maria Arena. Pour Maria, ce fonds devrait soutenir les poursuites contre les responsables des tueries en RDC. *« Nous n'acceptons pas que l'UE soit indirectement responsable de l'instabilité en RDC. Les financements devraient soutenir la poursuite des responsables des violations dans le cadre de la justice nationale et internationale »*, ajoute-t-elle.

RDC : le Premier ministre lance ce lundi la campagne de solidarité nationale en faveur des déplacés internes

Le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde lance ce lundi 5 décembre, dans la soirée, au studio Maman Angebi de la RTNC, la campagne nationale de solidarité et de soutien aux déplacés internes et victimes de la guerre dans les provinces du Nord Kivu, Ituri et le grand Bandundu. D'après Hubert Tethika, directeur de cabinet du ministre des Affaires sociales et actions humanitaires, cette campagne initiée par le chef de l'Etat, vise à cultiver chez les Congolais un élan de solidarité pour soutenir ceux qui sont en difficulté. *« Nous voulons susciter tout simplement un élan de solidarité, un élan patriotique. La soirée du téléthon, n'est qu'un lancement au fait. Ceux qui veulent bien donner leurs dons, vont appeler, il y aura un numéro vert c'est le 116 je peux déjà l'annoncer d'ailleurs. Ils appelleront à ce numéro-là pour dire : moi tel je préfère donner 1000 francs congolais, moi je donne 1000 USD »*, explique Hubert Tethika. Selon lui, ces dons seront enregistrés au fur à mesure que ça viendra.

4. SECURITE

Est de la RDC : plus de 120 personnes tuées lors du massacre de Kishishe, selon le gouvernement

Selon les autorités congolaises, plus de 120 personnes, dont 17 enfants, ont été tuées lors du massacre du 29 novembre dans la localité de Kishishe, à l'est du pays. *« Il y a*

eu des massacres systématiques, des maisons ont été brûlées et il y a beaucoup de personnes portées disparues », a déclaré samedi à RFI Patrick Muyaya, le porte-parole du gouvernement congolais. Alors que le précédent bilan de cette attaque commise à Kishishe, une localité du Rutshuru sous contrôle du M23, faisait état d'une cinquantaine de morts, il a été revu à la hausse. « Les premiers chiffres qui nous sont parvenus parlent de 122 » morts et « il n'est pas exclu que ce bilan augmente », a précisé M. Muyaya.

« Un crime de guerre » : Le président de la République, Félix Tshisekedi, a demandé l'ouverture d'enquêtes interne et internationale pour établir que cette attaque est « un crime de guerre », selon le porte-parole qui insiste sur la nécessité d'une justice rapide. « Car si justice n'est pas faite, on peut craindre que cela se perpétue dans les autres zones où les M23 et les RDF se sont érigés en chef », commente-t-il.

Conflit Teke-Yaka : Kinshasa également touché, 12 morts enregistrés à Maluku

Le conflit qui oppose les communautés Teke et Yaka dans le territoire de Kwamouth à Mai-Ndombe a pris des proportions inquiétantes. Après les provinces voisines, les affrontements entre ces deux communautés se sont exportés à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo. Le vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, Daniel Asele Okito a indiqué lors de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres du vendredi 02 décembre que 12 personnes ont été tuées par les assaillants dans la commune de Maluku à Kinshasa. « Passant en revue la situation sécuritaire dans quelques provinces, il a indiqué que la Commune de Maluku à Kinshasa est touchée aussi par les attaques des assaillants en provenance de Kwamouth. 12 compatriotes ont perdu la vie ces derniers jours. La police et l'armée sécurisent déjà cette zone », a indiqué le patron de la territoriale cité par le porte-parole du gouvernement dans le compte rendu de la réunion lu vendredi 2 décembre 2022.